

L'indépendant

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ANALYSES N° 1488 DU JEUDI 06 JANVIER 2022 * 29ÈME ANNÉE * PRIX : 3000 FG * ZONE CEFA : 500

Nouvel an 2022

P.2



Les vœux d'Aboubacar Sylla, président du parti UFC

Colonel Mamadi Doumbouya rassure
« Le moment venu, le pouvoir, je vous le remettrai, à vous, peuple de Guinée »

P.3

Pr Kabiné Oularé, Secrétaire exécutif de l'ANAQ:
« Notre pays s'est engagé à faire de l'éducation une priorité » (Interview)

CPP

P.4

« Aller en rang dispersé ne va pas dans le sens de la bonne marche d'une transition apaisée », dicit Dr Ousmane Doré

P.4

P.3



Tiken Jah Fakoly

« ...si ça passe au Mali, ça va passer en Guinée »

Nouvel an 2022

Les vœux d'Aboubacar Sylla, président du parti UFC

**Guinéennes, Guinéens,
Mes chers compatriotes,**

Nous entamons une année cruciale et décisive, faite d'interrogations et d'espoirs, de préoccupations et d'attentes, face aux événements en cours dans notre pays, depuis le 05 septembre dernier.

A l'aube de cette année naissante, à toutes les filles et à tous les fils de cette nation, depuis nos grandes villes jusque dans nos campagnes les plus reculées ainsi qu'à ceux de l'étranger, je formule les vœux ardents, que les champs fleurissent et que la moisson soit abondante tout au long de l'année pour revigorer nos corps, apaiser nos cœurs et extasier nos esprits.

Dans l'espoir de le retrouver parmi nous, j'ai une pensée pour le Président Alpha CONDE, sa famille et ses proches pour lesquels je formule mes vœux de longévité, de santé et de prospérité.

Guinéennes, Guinéens,

L'année qui s'achève a vu se mettre en place, à la faveur d'un processus mouvementé, le cadre de la IVème République avec la promesse d'une rupture



profonde dans la gestion de la chose publique et un nouveau départ en vue de la réalisation d'objectifs majeurs de développement et de bien-être pour chacun et tous.

Les nombreux Guinéennes et Guinéens qui ont cru en ce projet de rupture se sont mobilisés, pendant plusieurs mois, envers et contre tout, à travers le pays et ailleurs dans d'autres régions du monde, pour exprimer librement leur vision de notre pays.

Alors que tout semblait mis en place pour que les fruits tiennent la promesse des fleurs, la vie des nations étant faite aussi d'aléas et d'impondérables, une nouvelle situation est intervenue pour modifier le cours de l'histoire.

Guinéennes, Guinéens,

Depuis le 05 septembre, nous écrivons, un chapitre nouveau dans l'histoire sociopolitique de notre grande nation, placée par les nouvelles autorités, au rendez-vous de la refondation de l'Etat et de l'Administration publique.

Face à l'optimisme volontariste des uns et au

scepticisme prudent des autres vis-à-vis des événements en cours, pour ma part, je caresse l'espoir que le processus tienne véritablement toutes ses promesses, comble définitivement ses attentes et qu'à son terme, le navire Guinée aura vogué sereinement jusqu'aux horizons de la paix et de la quiétude sociale, l'unité et la concorde nationales, l'Etat de droit et la démocratie, le progrès et le bien-être pour tous, somme toute, les légitimes et dignes aspirations de nos compatriotes.

Alors que des voix s'élèvent de plus en plus pour interroger le processus en cours, son agenda et son contenu, en tirant les leçons du passé, je voudrais inviter l'ensemble des acteurs de la vie nationale à promouvoir les vertus du dialogue et de la confiance mutuelle et que le rassemblement soit le leitmotiv de l'action des uns et des autres.

Face à l'histoire et au peuple souverain, les gouvernants d'aujourd'hui ont la responsabilité de créer les conditions et modalités de la mise en place des fondamentaux

d'un retour rapide à l'ordre constitutionnel, de bâtir des institutions fortes et crédibles, l'Etat de droit et la démocratie, de poursuivre les efforts et objectifs de construction et de reconstruction de notre pays.

Pour ma part, en tout et envers et contre tout, mes convictions dans les vertus de la démocratie, de la république, de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance demeurent toujours, fortes et ancrées. Aussi, je reste profondément convaincu que la tolérance et la pondération doivent être le substrat du débat national et le moteur du gouvernement du peuple.

Guinéennes, Guinéens,

Les consultations électorales annoncées pour conclure la période exceptionnelle et rétablir l'ordre constitutionnel devront constituer des opportunités de renforcement des acquis de la libre expression des opinions et de notre tissu démocratique en vue de garantir à tous et à chacun, le droit de choisir librement, son projet et son programme politique, ainsi que les dirigeants pour les mettre en œuvre.

Mu par trois décennies de pratiques démocratiques, le bulletin du citoyen doit désormais consacrer le choix objectif d'un projet par rapport à un autre et non celui de l'ethnie, de la région, de la confession ou encore du genre, qui constituent encore des travers qui gangrèment notre démocratie. La victoire électorale devra être la victoire de toute la Guinée, unie et forte de sa diversité sociologique.

A l'occasion de ces consultations à venir, l'Union des Forces du Changement (UFC) défendra ses idéaux, sa vision de l'avenir de la Guinée et le devenir des Guinéens. Elle présentera

des femmes et des hommes pour promouvoir des programmes à la hauteur des enjeux démocratiques, de développement, des programmes qui prennent en compte les préoccupations des citoyens.

Rendre possible le changement, rendre possible la Guinée de nos rêves en vue de transmettre à nos enfants et aux enfants de nos enfants, un véritable havre de paix et de prospérité pour tous, sera le leitmotiv de ces engagements politiques prochains.

Guinéennes, Guinéens,

Alors que la pandémie liée au nouveau coronavirus n'est pas encore éradiquée et que le variant Omicron sévit, je vous invite au respect strict des gestes barrières et à la vaccination en vue de nous protéger et de protéger nos proches des risques de cette maladie.

Guinéennes, Guinéens,

Mes chers compatriotes,

Face à la situation actuelle et aux enjeux et défis qui s'y attachent, nous sommes tous tant que nous sommes, convoqués par l'histoire et le présent à agir patriotiquement dans la mesure de nos moyens, en tout et pour tout, au meilleur devenir de notre grande nation.

Et lorsque les lumières des célébrations s'éclipseront et que se tairont les réjouissances, pensons à l'histoire et aux leçons qu'elle nous a transmises, pensons au présent et à ses défis, et face à l'avenir, travaillons, sans haine ni a priori, dans l'union et la solidarité, à l'avènement d'une nation rassemblée, digne et prospère.

**Aboubacar Sylla
Président du parti UFC**

L'indépendant

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince
Commune de Ratoma
Email: lindependantguinee@gmail.com
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427
Conakry

Redacteur en chef

Amadou Sadjo DIALLO: 624 37 26 68
Email: dialloamsadjo@gmail.com

Comité de rédaction

Amadou Sadjo DIALLO
Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Moussa THIAM

P.A.O

N. S. SOUMAORO

Recouvrements, Abonnements,

Marketing, Publicités & Annonces

Mamadou Aliou Diakité Tél.
664.63.09.53/
622.04.62.21

E-mail: madalgo1@gmail.com

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression: SPIC/Imprimerie Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site
www.kefinafasso.com

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publi-reportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au

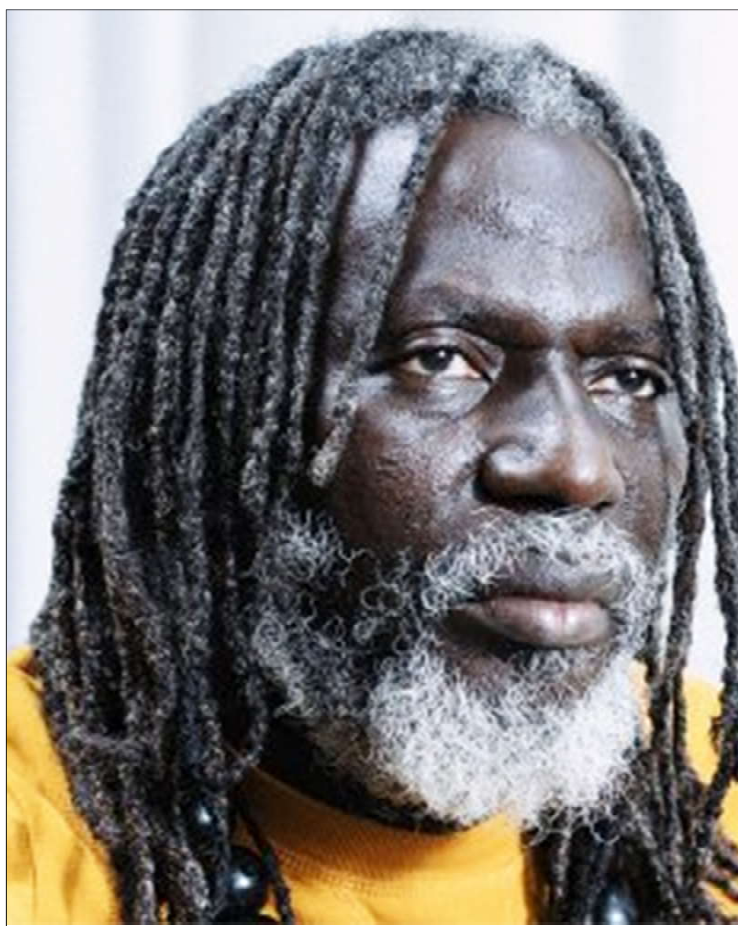
Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21

E-mail : lindependantguinee@gmail.com

Tiken Jah Fakoly

« ...si ça passe au Mali, ça va passer en Guinée »

Le Mali, la Guinée, le Tchad et le Soudan sont aujourd'hui dirigés par des gouvernements de transition. Ceux-ci ont réitéré leur volonté d'organiser des élections présidentielles dans les meilleurs délais pour un retour des civils au pouvoir. Mais dans les quatre cas, le respect des calendriers initiaux semble poser problème du fait d'une multitude de raisons.



Concernant la situation du Mali et de la Guinée, l'artiste reggae man annonce que rester longtemps au pouvoir n'arrange pas les militaires. Pour Tiken jah fakoly, le colonel Mamadi Doumbouya et Général Assimi Goïta doivent prendre d'exemple sur Robert Guéï assassiné le 19 septembre 2002 en Côte d'Ivoire et le capitaine Moussa Dadis Camara éjecté le 03 décembre 2009 en Guinée : « C'est dans l'intérêt même des militaires de pas rester longtemps. S'ils ne restent pas longtemps ils peuvent partir. Il y a des choses à régler en Guinée. Il y a des leaders politiques Guinéens qui étaient à l'extérieur qui commencent à rentrer. Il y a un réglage qui est en train d'être fait. Et après ce réglage, il faut absolument que le colonel Mamadi

Doumbouya rentre au camp. S'il fait bien les choses il ne sera jamais loin. L'exemple palpable qu'on a dans la sous-région c'est le cas d'Amadou Toumany Touré du Mali. Je pense que si le général Gueï en Côte d'Ivoire avait fait comme Toumany Touré il serait non seulement vivant aujourd'hui, mais il aurait été appelé par le peuple lorsque Bédié, Bagbo Alassane Ouattara etc. ont commencé à se battre sur le pouvoir », rappelle l'artiste.

A l'en croire, une transition qui dépasse trois ans crée d'autres préjudices : « Je pense que la durée de la transition ne doit pas dépasser trois ans. Parce qu'au-delà des trois ans ça devient compliquer. Si le Mali arrive à faire la transition de cinq ans, bien-

sûr ça va inspirer ceux qui sont en Guinée. Moi je pense qu'au Mali ça va passer difficilement. Je pense que bientôt les gens vont s'organiser pour faire en sorte que ceux qui ont décidé de faire cinq ans reviennent à trois ans. Parce que si ça passe au Mali, ça va passer en Guinée. Moi ce que je conseille les militaires en Guinée et au Mali c'est de ne pas rester longtemps. Parce qu'après ça va encore créer d'autres problèmes. Il faut rester trois ans et organiser les élections et partir. Si vous avez bien fait les choses, le peuple vous réclamera », a-t-il laissé entendre, le mercredi 05 janvier 2022, chez nos confrères "les grandes gueules".

Amadou Tidiane Diallo

Colonel Mamadi Doumbouya rassure

« Le moment venu, le pouvoir, je vous le remettrai, à vous, peuple de Guinée »

Dans son adresse à la Nation à l'occasion du nouvel An 2022, le président de la transition Colonel Mamadi Doumbouya a annoncé le rôle du conseil national de transition qui sera installé dans les prochains jours.

Le colonel Mamadi Doumbouya rassure qu'il faut du temps pour rendre le pouvoir à civile. Puisqu'il selon lui, il faut construire brique par brique le changement. « Nous n'allons pas décréter le

changement, mais nous le construirons ensemble brique par brique. Pour cela, il faut un peu de temps. Se donner le temps de poser un diagnostic juste. Se donner le temps d'identifier les vrais problèmes. Se donner le

temps de prescrire les bons remèdes. Ce sera le rôle du CNT qui sera constitué très bientôt. L'abondance de candidatures a retardé la mise en route, que j'aurais souhaitée plus rapide. Le CNT nous proposera un chronogramme consensuel. Chaque force politique et sociale de notre pays s'y reconnaîtra. Il nous proposera une nouvelle constitution », a-t-il déclaré.

Par ailleurs, le Président du CNRD fait savoir que cette constitution consensuelle sera adoptée par référendum. « A la suite de ce processus, nous organiserons des élections : élections communales d'abord, législatives ensuite et enfin scrutin présidentiel. Avant, bien sûr, le cadre devra garantir la fiabilité des scrutins et la crédibilité des résultats ; je pense ici notamment à la liste



électorale, à l'établissement de bureaux de vote en zone rurale. Ce n'est pas simplement une question de logistique. C'est une question d'équité et d'égalité des droits entre tous les Guinéens. Faites-

moi confiance. Je suis là pour vous servir. Et le moment venu, le pouvoir, je vous le remettrai, à vous, peuple de Guinée », a-t-il lancé.

Tidiane Diallo

Billet

J'entends des enseignants déclarer qu'ils n'ont pour mission que d'instruire les enfants, que l'éducation de ceux-ci relève de leurs parents. J'admets pour ma part que si les parents sont tenus de jeter les bases de l'éducation, l'école ne saurait se dérober de sa mission éducatrice sans laquelle elle ne produirait que des robots, des êtres sans âme.

Walaoulou BILIVOGUI

Pr Kabiné Oularé , Secrétaire exécutif de l'ANAQ

«Notre pays s'est engagé à faire de l'éducation une priorité» (Interview)

Depuis sa création en 2017, l'Autorité nationale d'assurance qualité (ANAQ) a évalué 183 programmes de formations dont 79 accrédités et a habilité 11 institutions d'enseignement supérieur à délivrer 91 diplômes. Dans un entretien accordé à notre rédaction, le Secrétaire Exécutif de l'ANAQ parle des résultats de la session d'évaluation 2020-2021. Pr Kabiné Oularé se réjouit des avancées dans ce cadre. Par ailleurs, il annonce quelques perspectives de l'ANAQ. Lisez !

L'ANAQ a publié récemment les résultats des évaluations de la session 2020-2021. C'est quoi le contenu de ces évaluations ?

L'ANAQ est l'institution habilitée à évaluer les programmes des institutions d'enseignement supérieur, de recherche et d'enseignement technique. Depuis 2017, l'ANAQ a commencé à travailler et s'est mis à la tâche pour accomplir sa mission et à procéder au recrutement des experts évaluateurs, à procéder à des formations des institutions pour les habituer à la procédure d'évaluation. Nous avons deux types d'évaluation. Il y a l'évaluation pour l'accréditation des programmes et l'évaluation pour l'habilitation des institutions. Donc à date nous avons développé trois séries d'évaluation : en 2018 ; en 2019 et 2020. Plus de 100 programmes ont été déjà évalués et nous avons les résultats qui sont visibles sur notre site.

En ce qui concerne l'évaluation des programmes cette année, dies-nous comment ça s'est passé ?

Pour cette année, nous avons 71 programmes qui ont traversé toutes les étapes de la procédure. Parmi les 71 qui ont été soumis à l'évaluation, 39 ont été accrédités et 16 ont été accrédités sous réserve et 16 n'ont pas obtenu leurs accréditations. Donc, c'est la situation réelle cette année.

Qu'est-ce qu'il faut pour qu'un programme soit accrédité ?

Nous avons des référentiels. Pour l'évaluation des programmes ; on a un référentiel des programmes d'enseignement supérieur, on a un référentiel d'évaluation des programmes d'enseignement technique et de formation professionnelle. Nous avons un référentiel de recherche. Donc, chaque référentiel approprié prend en compte l'entité à évaluer. Ainsi par exemple pour le



référentiel pour l'enseignement supérieur, le référentiel compte 22 standards de qualité. Ces 22 référentiels de qualité, le conseil scientifique en toute autonomie, en toute indépendance fixe le taux d'admission à travers un certain nombre d'atteinte de standard. Ainsi pour cette année, le conseil scientifique a décidé de mettre la barre à 13 standards à atteindre sur les 22 pour obtenir une accréditation, alors que l'année dernière c'était à 14.

Quels sont les avantages pour les institutions d'enseignement ?

Premier avantage, c'est que si on s'évalue, on se connaît, on fait le diagnostic institutionnel, on fait le diagnostic du programme, on identifie les forces du programme et ses faiblesses, on met en œuvre des mesures de remédiation. Etant donné que maintenant la formation doit aboutir à plus de compétitivité de nos diplômés, le focus sera mis sur cet aspect très important. L'employabilité des diplômés doit être le fond qui doit guider les promoteurs des programmes dans la recherche de la qualité. Donc en fonction des standards de qualité qui sont évalués chaque programme saura que pour tel standard ce n'est pas atteint ou c'est atteint. On

peut fournir des efforts ici et là. Donc en s'évaluant, on sait ce qui ne va pas et on sait ce qu'il faut améliorer. Mais lorsque vous n'évaluez pas, vous ne saurez pas votre position ; si vous êtes en train d'évoluer ou entraînez de reculer.

Est-ce qu'il faut retirer les programmes non accrédités ?

Non ! Nous pensons que les programmes non accrédités peuvent être améliorés. Parce que c'est une question d'amélioration des scores des standards. Si vous n'avez pas atteint les 13 standards qu'il faut cette année, si vous travaillez pour les programmes accrédités sous réserve, en un an, ils peuvent améliorer ce score. Donc un programme la qualité est multidimensionnelle... ce qui est qualité aujourd'hui peut ne pas l'être demain. Par exemple, si vous avez aujourd'hui trois étudiants sur une table banc, ce n'est pas mauvais, puisque les étudiants ne sont pas arrêtés, mais normalement chaque étudiant c'est une chaise une table. Donc on est toujours en quête de qualité. Vous travaillez dans un groupe de 100

étudiants, mais l'idéal voudrait que vous travailliez dans un groupe de 25 à 20 étudiants. On ne peut pas atteindre ces qualités d'un but à l'autre, il faut travailler tous les jours.

Quelle est la durée d'un programme accrédité ?

Les programmes sont accrédités pour 5 ans. D'après nos manuels de procédure, au cours de ces 5 ans, vous devez continuer à améliorer votre programme en procédant à des autoévaluations. Chaque deux ans vous devez revoir un ou des aspects du programme ; voir est ce que vous êtes en train de reculer ou avancer. D'après le manuel, si vous ne travaillez pas à maintenir la qualité, on peut vous retirer l'accréditation.

Est-ce qu'il n'y aura pas de psychose chez l'étudiant qui a appris son programme pas accrédités ?

C'est vrai que ça peut provoquer un malaise, mais c'est justement aux encadreurs de travailler à ce que cela n'arrive pas, parce que le programme s'il est accrédité, il est rassurant. Ça ne veut pas dire un programme accrédité va donner tout de suite un emploi, non. Mais

ça vous donne plus de chance dans la compétition. Parce que lorsque le programme est accrédité, il est reconnu ici et à l'échelle internationale.

L'autre type d'évaluation, c'est l'habilitation à délivrer les diplômes. Combien ont-t-ils reçu l'approbation de l'ANAQ cette année ?

Il y a eu 9 institutions habilitées cette année.

Est-ce une exigence de candidater à l'ANAQ ?

C'est une obligation de candidater parce que notre pays a ratifié avant même la création de l'ANAQ la convention d'Addis-Abeba en 2011. Cette convention c'est une convention de l'Union africaine qui oblige tous les Etats africains à la reconnaissance des diplômes émis dans les Etats. Et la première condition de reconnaissance de diplôme de cette convention, c'est que les institutions d'enseignement supérieur doivent être habilitées et les programmes doivent être accrédités. Ça c'était même avant l'ANAQ, qui a été créée en 2017. Entre temps, le parlement guinéen avait voté la convention et le président de la République a ratifié et a envoyé les instruments au niveau de l'UNESCO. Ce qui fait que nous avons ratifié une convention internationale qui nous oblige à évaluer nos institutions pour leur habilitation et évalué les programmes pour leur accréditation. Donc c'est une obligation.

Cette année, comparativement aux années précédentes, que ce soit au niveau de l'accréditation ou au niveau de l'habilitation, quelle lecture en faites-

(Suite à la page 5)

Pr Kabiné Oularé, Secrétaire exécutif de l'ANAQ

« Notre pays s'est engagé à faire de l'éducation une priorité » (Interview)

vous ?

Par rapport à notre cœur de métier ; les évaluations, notre procédure s'améliore tous les jours. Cette année, nous avons eu la particularité de faire l'évaluation institutionnelle. Les deux précédentes sessions c'étaient les évaluations des programmes. Donc ça été une des particularités. Nous améliorons nos procédures, nos méthodes, nous nous perfectionnons au fur et à mesure. Comme on est dans la dynamique qualité, nous améliorons notre façon de faire afin de faciliter le travail que nous avons à faire... Nous avons décidé de dématérialiser notre système d'évaluation. Donc cette année on n'a pas utilisé un brin de papier dans tout le processus ? C'est sur une plateforme, les institutions vont candidater, c'est sur la plateforme qu'on valide la candidature. Et c'est sur la plateforme que les experts viennent trouver les documents à exploiter. Donc ce sont les deux particularités cette année...

Quelles sont les perspectives dans le cadre de votre extinction ?

Premièrement, nous voulons organiser des olympiades universitaires. Ce sont des rencontres, des compétitions entre les étudiants à tous les niveaux ; licence, master et doctorat de toutes les institutions publiques et privées pour amener la compétition au sein des jeunes, afin qu'ils puissent s'approprier des idées de qualité, les compétences doivent être mises à nu et à encourager... Conformément à ce qui se passe au niveau du CAMES, qui organise ses compétitions au niveau de la sous-région, malheureusement la Guinée n'y participe pas.

Est-ce que l'ANAQ s'autoévalue ?

L'ANAQ est un organisme d'évaluation. Nous sommes également soumis à une évaluation de l'Union africaine dans le cadre d'un

projet d'harmonisation de l'enseignement supérieur au niveau de l'Afrique. C'est un projet qui est soutenu par l'Union européenne et l'union africaine et nous avons candidaté comme structure naissante d'évaluation pour participer à cette évaluation. Nous avons élaboré notre rapport d'autoévaluation et bientôt au courant de ce mois, au début du mois de février, des experts internationaux viendront nous rendre visite, il y aura deux experts africains et un européen qui viendront pour l'évaluation de l'ANAQ. Ça nous permettra nous-même de nous améliorer. Donc on est dans la dynamique d'évaluation, on accepte d'être évalué par des organismes supérieurs.

Vous collaborez avec d'autres organismes ?

L'une des missions de l'ANAQ c'est de favoriser le partenariat avec les organismes qui font les mêmes choses ; l'évaluation. Dans ce cadre nous avons un partenariat avec le Sénégal, le Maroc et tout récemment avec la Mauritanie et bientôt avec la Gambie et le Mali. Aussi nous adhérons à des réseaux d'assurance qualité. Donc à cet titre nous travaillons avec le réseau francophone FRAQSUT c'est un réseau francophone des agences d'assurance qualité de niveau mondial, parce que ça compte le Canada, la Suisse, la France, la Guinée, le Sénégal, le Maroc. Egalement nous sommes dans le réseau africain des agences francophones d'assurance qualité le RAFANAQ, la Guinée est trésorière de ce réseau. Et nous travaillons à mettre en place d'autres structures similaires pour encourager les autres Etats qui n'ont pas les agences d'assurance qualité à travailler dans ce sens, parce que les agences ont l'avantage d'avoir l'indépendance et l'autonomie nécessaire pour mener à bien le travail d'évaluation.

Votre message

Notre pays s'est engagé à faire de l'éducation une priorité. Donc, tous les acteurs du système doivent se remettre en cause et travailler à ce que nos diplômés puissent avoir les reconnaissances nécessaires. C'est un peu l'enjeu de la qualité. Si les diplômés sont reconnus à l'échelle nationale et à l'internationale, ça facilite leur employabilité et pour cela il n'y a pas autre chemin que de passer par les évaluations que l'ANAQ propose. Donc, notre pays s'est doté cet outil c'est à tout le monde de s'impliquer pour pouvoir aller rapidement vers la régulation de la situation d'existence même des établissements. Parce que nous avons ratifié une convention qui dit clairement que les institutions doivent être habilitées et que les programmes doivent être accrédités. Donc l'habilitation des programmes et l'accréditation des programmes c'est une nécessité et que chacun doit s'y mettre pour pouvoir donner plus de chance à nos diplômés sur le marché de l'emploi. Je souhaite à tous les acteurs, bonne et heureuse année ! Et l'ANAQ est disposée à se rendre partout où besoin se fera. Nous avons lancé la caravane de la qualité la fois dernière à l'Université Koffi Annan, nous prendrons notre bâton de pèlerin et nous sillonnerons tous les établissements pour expliquer, vulgariser la démarche qualité afin que tous les acteurs que ce soit les étudiants, les enseignants, les autorités universitaires puissent tous s'engager sur cette voie. Parce que la qualité a un coût, ce n'est pas facile, mais c'est ce qu'il nous faut pour nous en sortir. Donc l'ANAQ sera là prête à accompagner les établissements dans ce sens-là.

Entretien réalisé
par Sadio Diallo

Sidy Souleymane N'diaye limogé

« Il est dans la poubelle de l'histoire », dixit Foromou Frédéric Loua

Le très décrié Sidy Souleymane N'Diaye n'a pas pu garder son poste. Il a été finalement démis de ses fonctions de procureur de la République près le Tribunal de première instance de Dixinn par le président de la transition à travers un décret, le mercredi 29 décembre 2021. Le colonel Mamadi Doumbouya lui a remplacé à cet effet par Algassimou Diallo précédemment procureur de la République près le TPI de Pita. Si Maître Foromou Frédéric Loua se réjouit de la nomination d'Alphonse Charles Wright comme procureur général auprès de la cour d'appel de Conakry, le leader de l'ONG « Memes Droits pour Tous » jure que le désormais ex procureur de la République près du TPI de Dixinn est entré dans l'histoire par la "petite porte".

Selon le spécialiste des questions de droits de l'homme et de démocratie en Afrique, Sidy Souleymane N'diaye a décidé de servir le président déchu Alpha Condé en lieu et place de la Nation. C'est pourquoi, Maître Foromou Frédéric Loua pense que personne ne veut parler de l'homme à l'heure actuelle puisqu'il avait fait ce choix-là : « Sidy Souleymane N'diaye a choisi de servir un homme (Alpha Condé). De servir un intérêt égoïste. De trahir son serment. De trahir son sacerdoce. Donc il paie les frais de son choix au jour d'aujourd'hui. Il a décidé de servir un système, de déconstruire le tissu social guinéen dans le seul but de se servir de ce pays-là. Et il a jugé son choix. Je pense qu'il va s'en prendre à lui-même. Le jour d'aujourd'hui il est dans la poubelle de l'histoire comme on le dit. Personne ne veut parler de cet homme-là, puisqu'il a fait ce choix-là. Et c'est que nous voulons, ce que la Guinée doit être au-dessus de toute tendance, de toute réaction. Et c'est pourquoi nous saluons la venue de ces jeunes magistrats à la tête des institutions », déclare l'avocat au Barreau

de Guinée.

Pendant, connu pour ses décisions courageuses, le juge Alphonse Charles Wright, jusque-là président par intérim du tribunal de première instance Dubreka, a été nommé Procureur Général près le Parquet Général de Conakry par le colonel Mamadi Doumbouya. Me Foromou Frédéric Loua salue la nomination de ce jeune magistrat : « C'est un magistrat avec les valeurs qui incarne au jour d'aujourd'hui le changement. Et en même temps qui a un certain défaut. Et je pense qu'il faut viser sur ces qualités de l'homme sur l'envi de l'homme à faire changer les choses. Donc il faut viser sur cet homme-là. Je pense qu'il a été nommé au bon poste. Et qu'il saura comprendre le défi qui sied pour que véritablement la justice survive et que tous les dossiers en suspect puissent enfin connaître l'aboutissement judiciaire dans l'intérêt supérieur du peuple de Guinée », a-t-il souhaité.

Amadou

CPP

« Aller en rang dispersé ne va pas dans le sens de la bonne marche d'une transition apaisée », dicit Dr Ousmane Doré

Les coalitions des partis politiques étaient en réunion, le lundi 03 janvier 2022, au siège de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) sis à la minière dans la commune de Dixinn. Cette rencontre était axée sur l'analyse de la feuille de route du gouvernement de transition. Dr Ousmane Doré jusque-là médiateur se dit heureux de voir tous les partis politiques guinéens regarder dans la même direction.



Désormais les différentes formations politiques se regroupent afin de parler d'une seule voix. Après la première réunion qui s'est tenue chez Mamadou Sylla la semaine dernière pour faire un mémorandum commun

qui a été déposé chez le président de la transition, s'en est suivie cette rencontre du lundi dernier. Pour finaliser ce projet, une dernière réunion est prévue jeudi prochain au siège du PADES. Pour Dr Ousmane Doré l'objectif

de cette rencontre était la mise en place d'une plateforme qui va permettre à la classe politique Guinéenne de se ressembler et parler d'une seule voix. « Cette rencontre, c'était pour consacrer la version de notre union. L'union sacrée de la classe politique Guinéenne. Il vous souviendra que

la semaine dernière, nous avons soumis un mémorandum au CNRD lequel mémorandum expliquait la démarche des acteurs politiques à mettre en place une plateforme qui devait contribuer à la bonne marche de la transition. Donc, cette première réunion plénière qui a eu lieu au siège de l'UFDG et de l'ANAD venait simplement consacrer à cette union qui a rassemblé tous les acteurs politiques de tous les bords. Nous pensons de toutes les façons qu'aller en rang dispersé ne va dans le sens de la bonne marche d'une transition apaisée », a déclaré le président du MND.

A en croire Dr Ousmane Doré, la Guinée compte plus de 285 partis politiques. Avec un tel nombre, il serait difficile d'aller en rang dispersé. « Aujourd'hui dans la classe politique Guinéenne, on compte 285 partis politiques. Et il est clair que chacun de ces partis a ses propres ambitions, ses

propres initiatives, ses propres analyses de la situation. Nous, nous pensons qu'il était opportun de rassembler tout le monde et d'avoir des positions communes. En un mot, accompagner la transition. Ce n'est pas un substitut aux organes de la transition comme le CNT ou autres organes comme le gouvernement, mais dans un contexte de la transition politique. Il nous a paru opportun que la classe politique joue son rôle. Et ce rôle-là commence d'abord par le rassemblement. Puisque nous vivons une transition qui a mis l'accent sur le rassemblement du peuple de Guinée. Si les acteurs politiques que nous sommes qui représentent les aspirations des millions de Guinéens vont en rang dispersé, ce n'est pas une bonne chose pour la bonne marche de la transition. Nous pensons qu'il faille les mettre ensemble », a-t-il lancé.

Amadou Tidiane Diallo

Situation des retraités, fictifs recrutements

Le ministre Julien Yombouno fait le point

Le gouvernement a recensé 6300 fonctionnaires de l'Etat qui sont allés à la retraite au mois de novembre dernier. Mais avant d'aller à la retraite, Julien Yombouno compte passer à des vérifications afin d'éviter des erreurs.

« Nous sommes en train de vérifier certains cas parce que vous savez que parfois des actes administratifs peuvent avoir des erreurs. Et s'il y a des erreurs nous allons procéder à la correction. Donc, on va porter l'action pour ramener à la juste proportion au nombre de personnes qui vont finalement à la retraite. Il y aurait des personnes qui ont été envoyées indûment à la retraite et nous sommes en train de réparer la situation,

sortir toutes ces personnes-là et les réhabiliter en essayant de rapporter l'arrêté qui a décidé de les mettre à la retraite », a-t-il rassuré au micro de nos confrères de radio Espace dans l'émission les "GG" ce mercredi 05 janvier 2022.

Par ailleurs, Julien Yombouno déclare qu'il est difficile à l'heure actuelle de donner un nombre exact des personnes qui devront aller à la retraite. Puisque le contrôle continu afin de mettre

tout en œuvre. « On ne peut pas avoir un nombre exact. Parce que le contrôle continu. Les réclamations continuent même hier soir j'ai vu près d'une douzaine de réclamations. Donc, on se donne du temps. On n'est pas pressé d'autant plus que les retraites ont deux mois de salaire avant de partir définitivement à la retraite. C'est-à-dire le départ définitif, c'est à compter de fin février. Ils n'auront plus de salaire. Ils ont janvier-février comme salaire. Mais pour nous d'ici 20 janvier nous allons corriger l'acte, et rétablir les gens dans leur droit s'il s'avère qu'ils ne doivent pas aller à la retraite et

qui se sont retrouvés par erreur sur la liste des retraités. (...) Par rapport aux 14000 déjà non postés c'est des chiffres estimatifs. Une fois qu'on décampe clairement la situation, c'est en ce moment qu'on va savoir exactement le nombre exact de ce qui ne sont pas postés. Maintenant le cas d'abandon je ne peux pas les communiquer maintenant. Parce que c'est des chiffres provisoires. Tant que le travail n'est pas fini nous ne pouvons pas donner des chiffres exacts », a-t-il indiqué.

S'agissant du cas de koly Koïpogui qui dit être détenteur des preuves sur la falsification des matricules, le ministre de la Fonction publique annonce ne pas être au courant. Mais il invite tout de même toute personne qui douterait de leur travail de venir se présenter au département afin d'examiner cas par cas les dossiers: « Le cas Koly de manière formelle, ici au niveau du ministère nous n'avons pas encore reçu. Donc tous ceux qui ont des informations qui peuvent nous

arranger se présentent à nous, qu'ils nous disent exactement qui est ce qu'ils savent de ce qui se passent ici. Et nous avons des gens qu'on peut recommander à des tâches pour faire des vérifications pour voir si ces dénonciations sont avérées. Nous nous n'allons pas agir sur la base des "ont dit". Et si les gens ont le courage qu'ils nous trouvent et qu'ils comprennent que les choses sont en train de changer. S'ils pensent qu'ils sont détenteurs d'un certain nombre de faits avérés qu'ils mettent en cause certains de nos collaborateurs ou le travail à la fonction publique que ce soit au niveau de l'emploi, ils peuvent bien se présenter à nous et nous confiés cette situation là et on va les examiner et leur faire un retour conséquent. Donc on est là pour ça. Les médias, les individus qu'ils aient vraiment le courage de nous remonter les frais qu'ils croient être injuste au niveau de notre département », a-t-il conclu.

Amadou Tidiane Diallo

Hotel Kaloum mis en vente?

Le DG dément et annonce une plainte contre les auteurs

C'est une rumeur qui a pris de l'ampleur sur la toile ; l'hôtel Primus Kaloum serait sur le point de vente. A travers une déclaration rendue publique ce mardi 04 janvier 2022, la direction générale de cet hôtel a apporté un démenti formel et annonce une plainte contre ceux qui veulent ternir l'image de cet édifice public. Cette plainte sera suivie par l'avocat Amadou Sow.



Ci-dessous ladite déclaration.

Communication aux fins de démenti de propos mensongers et diffamatoires.

C'est avec étonnement et indignation que l'Administration Générale de la Société HOTEL KALOUM, ses travailleurs et clients ont appris à travers les réseaux sociaux notamment via

FACEBOOK la publication d'une fausse information de mise en vente du PRUMIS HOTEL KALOUM sis à Conakry, République de Guinée.

Les auteurs de cette fausse information qui porte gravement atteinte aux droits de la société, ses travailleurs et de ses clients sont allés jusqu'à fixer un prix de vente en Dollars

américain, poster les images de l'hôtel et entrer en discussion avec des tiers à la recherche d'éventuels preneurs.

L'administration de HOTEL KALOUM, représentée ici par sa Direction commerciale Marketing et Communication, sa chargée des affaires extérieures Madame QIN et son Avocat conseil informe l'opinion

publique que ces infractions commises dans le but de ternir l'image de la société et d'escroquer les honnêtes citoyens de ce pays et du monde entier ne resteront impunis.

La société HOTEL KALOUM a déjà saisi son conseil qui, dans les jours qui vont suivre va saisir les autorités compétentes pour la poursuite des auteurs et acteurs de ces fausses informations diffamatoires qui ont choisi les réseaux sociaux comme canaux pour commettre ces infractions.

Nous vous assurons que les auteurs de ces infractions et leurs complices seront poursuivis jusqu'à leur derniers retranchements.

Nous rassurons également la clientèle que l'administration de la société et tous les travailleurs de l'hôtel sont plus que déterminés pour améliorer la qualité de nos services pour sa satisfaction.

Il est aussi important de

souligner que la société ne rencontre aucune difficulté et aucun dysfonctionnement pouvant donner l'idée à ses propriétaires de l'a mettre en vente.

Contrairement à cette fausse information, aucun actionnaire et aucun dirigeant de la société ne fait l'objet d'une poursuite judiciaire. Aucun d'entre eux ne se trouve aux Etats Unis d'Amérique. Ils sont tous en République de Guinée et en République Populaire de Chine qui est notre pays ami et frère depuis plusieurs décennies dont la nature de nos relations est saine et répond aux normes internationales.

Nous vous remercions pour votre disponibilité et pour votre contribution pour le rayonnement d'un Etat de droit, en République de Guinée qui est notre bien le plus précieux.

Conakry, le 04 janvier 2022

Conakry

Un homme retrouvé pendu au siège des NFD à Hamdallaye



Un homme a été retrouvé pendu au siège des Nouvelles Forces Démocratiques (NFD) à

Hamdallaye 1 dans la commune de Ratoma.

« Selon le médecin légiste, ce n'est pas un cas de pendaison, de mort de lui-même, que c'est quelqu'un qui a été tué dans un autre endroit et qui a été amené ici et le corps a été pendu. Donc, ça nous a tout de même surpris mais après son (médecin légiste) explication on a su que si quelqu'un se pend de lui-même, il y aura des efforts secondaires sur son corps. C'est-à-dire il peut avoir des urines ou des déchets qui se mettront sur ces habits mais il n'a pas constaté tout cela. Donc,

c'est ce qui lui a permis de dire que le gars a été mis ici par une autre personne. Je crois que les services de sécurité vont continuer à faire les enquêtes », a expliqué Abdoul Salam Sow, un des vice maires de la commune de Ratoma.

L'homme est inconnu des autorités du quartier. Pour l'identification de la victime, son corps est actuellement exposé à la mosquée dudit quartier. Selon le vice maire de Ratoma, le corps sera exposé jusqu'aux environs de 17h si la famille n'est pas retrouvée, les autorités du quartier vont procéder à l'enterrement.

guinee7.com

Elie Kamano « Il faut que cette vieille classe politique soit mise à la touche »

Dans un entretien qu'il a accordé à la rédaction de mosaïqueguinee.com, Elie Kamano le dit clairement, la vieille classe politique guinéenne devrait être, selon ses mots « mise à la touche » car responsable des maux que connaît le pays.

L'artiste ne s'en cache pas et dit porter la voix de nombreux jeunes politiques guinéens.

« C'est le souhait de tous les guinéens même si certains n'ont pas le courage de le dire. Je dis tout haut ce que les gens pensent tout bas. Tous les jeunes leaders, lorsqu'on se parle au téléphone, ce qu'on se dit c'est qu'il faut que cette vieille classe politique soit

mise à la touche. Je le dis mais je sais que je n'ai aucune force de mettre quelqu'un hors jeu, cela revient au peuple de Guinée et au CNT. Je ne fais qu'exprimer ce que je ressens au sujet de la vie sociopolitique de notre pays. Je pense que tous les problèmes dans lesquels on végète aujourd'hui, c'est par la faute de nos aînés qui n'ont pas su profiter de leur intellect pour mettre les guinéens ensemble, pour écartier l'ethnocentrisme, le régionalisme et ont continué à faire l'apologie de ces pratiques », a-t-il fait savoir dans cet entretien.

Mosaïqueguinee.com

Kankan

Plus de 30 cas de viol enregistrés courant 2021 (OPROGEM)



Comparativement aux années précédentes, l'année 2021 a été marquée par une recrudescence des cas de viol en Guinée, particulièrement dans la région de Kankan.

Plus de 30 cas de viol en majorité sur mineures ont été enregistrés courant 2021, c'est ce qu'a fait savoir le chef d'antenne de l'OPROGEM à Kankan. « Cette année nous avons

enregistré plus de 34 cas de viol surtout sur les mineures, dans toute la région, c'est à dire les 5 préfectures. Il y a eu plus de viol cette année que l'année dernière, si on prend 2020 on a enregistré au moins 20 à 21 cas comme ça. L'année-là 2021, on dirait que c'est une pandémie, mais certainement on peut dire que les gens ne dénonçaient pas parce que cette année y a eu plus de dénonciations et d'arrestations que l'année dernière », a-t-il confié.

A en croire Commissaire Salaha Deen Diallo l'augmentation des chiffres s'explique par fait qu'il n'y a plus de mythe autour de la dénonciation des cas de viols.

« L'explication que moi je peux donner par rapport à l'augmentation des cas, c'est que les gens commencent à comprendre qu'il faut dénoncer. Sinon, le viol se passait dans les quartiers, les familles, mais les gens n'osaient pas dénoncer pour ne pas salir l'image de la fille. Maintenant qu'ils ont compris que quand une fille est violée il y a beaucoup de choses qui peuvent arriver, par exemple elle peut tomber enceinte, ou bien elle peut contracter des maladies comme le VIH SIDA etc. Donc, il faudrait que la fille soit à l'hôpital, il faudrait que le présumé violeur soit arrêté et ensuite le déféré devant le tribunal.

Et s'il n'est pas condamné la fille va grandir avec les séquelles », a-t-il fait savoir. Il a moisi l'occasion à profit pour rappeler les dispositions de loi en ce qui concerne le viol.

« Aux violeurs de faire attention car la loi est là, quand tu violes une mineure, il faut t'attendre entre 10 à 20 ans de prison. Si la personne trouve la mort à la suite du viol c'est la prison à vie. Donc l'application de la loi commence à être très sereine », a-t-il averti.

Le commissaire a enfin souligné que tous les dossiers concernant le viol ont été transférés au parquet du TPI de Kankan.

Cheick Mamady Condé

Débat sur l'information budgétaire à la base

Les citoyens saluent l'initiative et recommandent...

A Pita, Mali, Koubia, Dalaba et Tougué, Lélouma, Siguir, Kouroussa, Mandiana et Kérouané les rencontres entre citoyens et cadres étatiques sur l'information budgétaire se sont déroulé respectivement dans l'intervalle du 6 au 12 décembre 2021. Une occasion pour l'ONG Actions unies pour le développement intégré (AUDIG), de présenter le projet Contrôle démocratique et renforcement de la transparence budgétaire (CoDeReT) et d'inviter les communautés à s'engager dans le contrôle citoyen de l'action publique dans leurs localités respectives.

A travers le projet Contrôle Démocratique et Renforcement de la Transparence Budgétaire (CoDeReT), l'ONG AUGIG entend bien susciter la responsabilité des citoyens dans le contrôle de l'action publique. Aussi bien à Conakry que dans ces préfectures, les échanges se sont déroulés en français et dans les langues du terroir les plus parlées et ont porté sur la compréhension simplifiée du budget ainsi que les sources fiables d'informations accessibles aux citoyens.

Pour l'ONG AUDIG, l'objectif de cette campagne qui a démarré et qui se poursuit dans les 33 préfectures du pays et les 5 communes de Conakry, vise à renforcer la transparence budgétaire et le contrôle citoyen de l'action publique en République de Guinée. Une manière pour elle de susciter l'intérêt chez les citoyens et de les édifier sur le budget national ainsi que le droit que leur confère la constitution en son

article 10.

« Nous saluons cette initiative et invitons les initiateurs à nous aider à comprendre aussi le budget communal... »

Dans chacune des localités, un total de 50 participants venus des différents groupes socioprofessionnels ont participé à ces échanges avec les cadres étatiques. Une initiative saluée dans la foulée par bon nombre des participants qui ont d'ailleurs exprimé des recommandations, à savoir, la vulgarisation du budget à langue nationale et à travers les médias, ainsi que la promotion des cadres de concertation sur les actions prioritaires dans les collectivités. « Nous saluons vivement cette initiative et invitons les initiateurs à aider les communautés aussi à comprendre le processus d'identification des projets, mais aussi d'élaboration du budget dans les collectivités », peut-t-on entendre au cours des échanges.



Mais si la communication sur le budget national a été au centre des échanges, il faut souligner que le mode d'élaboration du Plan d'actions d'investissement (PAI) pris en

compte dans le budget d'affectation spéciale à aussi couler ancrés et salives dans les localités de Pita, Mali, Dalaba et Tougué, Lélouma, Siguir, Kouroussa, Mandiana.

Toutes choses qui dénote suffisamment l'engagement des citoyens à désormais s'intéresser aussi bien au budget national qu'à celui des collectivités.

Fin du monopole dans le commerce

“Ça ne profitera pas aux consommateurs”

Le gouvernement, à travers le ministère du commerce, a décidé de mettre fin à la situation de monopole dans les activités économiques en Guinée. La mesure vise, dit-on, afin d'intensifier la politique du gouvernement en matière de sécurisation et de stabilisation de l'approvisionnement des marchés nationaux à des prix compétitifs.



Le président de l'Union pour la défense des consommateurs, M'bany Sidibé, estime que le ministère du commerce devrait s'atteler à réglementer les prix sur le marché au lieu de mettre fin des situations de monopole.

“La fin du monopole ne profitera pas aux consommateurs. Nous sommes dans une économie concurrentielle. Tout ce qu'il faut faire, c'est de réguler cette concurrence. Le ministre du commerce est passé à côté de la place. Ce qui intéresse les consommateurs, c'est la baisse des prix, pas des décrets pour casser le monopole”, affirme-t-il.

“Avant, on nous disait que c'est parce que les

frontières sont fermées qu'il y a une hausse des prix sur le marché ou c'est à cause du prix du carburant. Maintenant, les frontières sont rouvertes, le prix du carburant a été réduit de 1000 GNF, le coût du dollar est en baisse, mais jusqu'à présent, les prix ne font que grimper. Donc, le ministre du commerce ne fait pas son boulot”, ajoute-t-il.

“Dire qu'on va casser le monopole est un faux débat. Il y a beaucoup de marchés dans ce pays où on ne se retrouve pas en situation de monopole. Il faut mettre en place de bonnes stratégies pour sortir la Guinée de cette situation”, conseille-t-il aux autorités.

VisionGuinee.Info

Débâcle du Syli face au Rwanda

“On doit tous être à fond derrière notre équipe...” (Lucien Guilao)

En stage de préparation au Rwanda, le Syli national de Guinée a été battu ce lundi 3 janvier en match amical par le pays hôte (Rwanda) sur le score de 3 buts à 0. Ce, à moins d'une semaine du coup d'envoi de la Coupe d'Afrique des Nations au Cameroun.



Interrogé sur la question, l'ancien international guinéen, par ailleurs porteparole du comité national de soutien au Syli, Lucien Beindou Guilao a fait une lecture “objective” que nous vous proposons. Lisez !

Mediaguinee : Avec la débâcle du syli national face au rwandais, pensez-vous qu'il est toujours nécessaire de mobiliser des fonds pour cette équipe ?

Lucien Guilao : Il faut que l'opinion publique sache que le budget alloué au Syli national est déjà bouclé et pris en charge par l'Etat. Les sommes que nous collectons ne servent pas à payer les primes des joueurs, les frais d'hôtel ou de transport. Elles servent à mobiliser les jeunes Guinéens autour de leur équipe, par l'installation des FANs zones dans des quartiers pauvres pour permettre aux jeunes défavorisés d'être connectés avec leur équipe pendant tout le temps qu'elle sera dans la compétition. Installer une Fan zone, c'est acheter un (1) écran plasma, un abonnement canal, un décodeur, un kiosque, un petit groupe électrogène, du carburant et une sono selon

les cas. Avec ces sommes, on peut aussi faire voyager des jeunes supporters Guinéens qui iraient gonfler les rangs de la trentaine de supporters prise en charge par le Ministère. Que les gens ne se leurrent pas, un supporter peut coûter facilement 50 millions fg rien que pour le premier tour. Il y a aussi l'achat de tee-shirts et de maillots. Vous voyez que ce sont là une panoplie de dépenses que l'on ne peut pas faire supporter par l'Etat.

Quelle analyse faites-vous de la défaite du syli face au Rwanda hier ? Et n'êtes-vous pas inquiet pour la suite ?

Ecoutez ! Le match d'hier, n'est rien d'autre qu'un match de préparation. En général dans ce type de match, le résultat importe peu. Le sélectionneur profite de ces matchs pour faire des essais, tester des schémas tactiques etc... Il m'a semblé que l'équipe a démarré en 3-5-2, et c'est une première. Pour ce qui est du second volet de votre question, je pense que ce

n'est plus le moment d'être inquiet. Vous savez que notre Syli nous est revenu de la CAN 2020, complètement traumatisée. Notre équipe est arrivée complètement détruite par la faute de ses dirigeants. Plutôt que d'entamer la reconstruction de l'équipe, nous avons commencé par recruter un sélectionneur incompetent. Ensuite, nous avons été incapables d'organiser un congrès électif avec les conséquences que vous connaissez, et on se paye le luxe de limoger notre sélectionneur à 2 mois de la CAN. A ceci il faut ajouter les suspicions de corruption qui règnent dans la sélection des joueurs en équipe nationale. Ça fait beaucoup trop de choses à la fois pour une jeune équipe en reconstruction. Maintenant, il se trouve que nos jeunes se sont qualifiés pour cette CAN, on doit tous être à fond derrière eux. A la fin de la compétition, le bilan sera fait et des décisions vont être prises pour le bien du football.

Youssef Keita

Lisez le journal numérique sur le site

KèfinaFasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

L'indépendant

Les victimes du camp Boiro au colonel Doumbouya

“Vous créez une division profonde et sans précédent...”

L'Association des victimes du camp Boiro (AVCB) a adressé un courriel au président de la transition Mamadi Doumbouya pour lui demander de revenir sur sa décision. Malgré le récent communiqué des autorités, la polémique sur la rebaptisation de l'aéroport international Conakry au nom de l'ancien président Sékou Touré ne finit pas d'enfler.



Dans une correspondance dont VisionGuinee dispose d'une copie, les victimes du camp Boiro font appel à "l'esprit de mansuétude" du colonel Doumbouya pour revenir sur la rebaptisation de l'aéroport international de Conakry. "La rebaptisation sans consensus préalable de l'aéroport international de

Conakry Gbessia au nom de celui suscite tant de clivage, eu égard à son passé sanglant taché de sang de guinéens issus de toutes les couches sociales, c a t é g o r i q u e s socioprofessionnelles, de toutes les ethnies qui composent la Guinée, équivaut à la négation de tous les crimes commis par

lui et à l'apologie du crime", indique Abdoulaye Condé, président de l'AVCB. Il estime que "poser un tel acte majeur ne devrait pas relever de la transition, mais devrait émaner de l'organe législatif qui sera élu à l'issue de la transition. Un tel acte revient à bafouer et dénier dans sa totalité tous les crimes commis par lui et de

ce fait, promouvoir l'impunité". Il attire l'attention du président de la transition qu'une "telle rebaptisation revient à le glorifier en marchant sur les tombes des milliers de victimes, tout en ignorant volontairement les douleurs des familles victimes, surtout que la plupart d'entre elles ignorent toujours où se trouvent les fosses communes où les leurs ont été inhumainement mis en terre sans sépulture". Il poursuit en soulignant qu'en rebaptisant sans consensus préalable le nom de l'aéroport, "vous créez une division profonde et sans précédent au sein de la société guinéenne. Vous risquez ainsi de remettre en cause tous les actes positifs que vous et le CNRD avez posés". C'est pourquoi, souligne-t-il, l'AVCB sollicite "humblement

respectueusement auprès de votre haute autorité de bien vouloir reconsidérer cette rebaptisation en rendant à notre aéroport son nom d'origine de Gbessia Soumah qui avait donné son domaine à cet acte. Cet acte contribuerait grandement au renforcement de la cohésion sociale et de l'unité nationale. En guise de réponse à l'Association des victimes du camp Boiro, le colonel Amara Camara, ministre secrétaire général de la présidence de la République, a laissé entendre que "la rebaptisation de l'aéroport est une décision souveraine et assumée". Il a appelé "toutes les associations de dépassionner le débat et de se concentrer sur l'avenir".

Salimatou BALDE

Comment le système se sert toujours de nos émotions pour nous écraser ? (Aliou Bah)

Pour essayer de comprendre les agitations émotionnelles qui caractérisent régulièrement le débat sur notre histoire politique, il faut questionner la manière par laquelle on s'informe sur le sujet. Comment notre histoire nous a été racontée ? C'est évident que nos manuels scolaires ont beaucoup de limites sur la question. Et cela s'explique par plusieurs raisons.

Au temps du premier régime, le système de pensée unique n'offrait aucune possibilité à la contradiction dans les recherches et le débat. Alors il allait de soi que les détenteurs du pouvoir ne donnaient au peuple que ce qui les arrangeait; c'est-à-dire enseigner les éloges du PDG et ses membres pour instaurer un système de domination politique.

Pour en tirer profit, le second régime n'a pas voulu y apporter des réformes structurelles en élaborant des programmes de recherches sur le sujet. Naturellement le vernis sur le bâtiment en désuétude ne pouvait pas opérer la rupture nécessaire.

Le troisième régime a poursuivi la stratégie d'instrumentalisation et de sabotage de l'Éducation Guinéenne de sorte qu'on se retrouve avec un système plus politisé et moins efficace. Le résultat ne pouvait être que pire. De nos jours chacun peut le constater de là où il se situe. Alors à défaut d'avoir des sources scientifiques fiables par la faute de l'État, la famille et le social occupent ce vide. La plupart des versions racontées de notre histoire politique nous viennent d'un témoignage.

Soit d'un parent ou d'un proche qui raconte; selon le degré de confiance et le lien affectueux, cela devient la version officielle pour celui à qui elle est destinée.

Parmi ceux qui prennent la parole en public sur le sujet, combien citent des ouvrages scientifiques des historiens, sociologues ou politologues ? Combien disent avoir visité un musée de l'histoire pour témoigner de ce qu'ils ont appris ?

Rien qu'à voir la place de la recherche dans notre système éducatif, l'inexistence des bibliothèques et le manque de passion pour la lecture auprès des citoyens, on se rend compte que nous sommes un peuple en errance.

Qui a intérêt à ce que cela soit toujours ainsi ? Évidemment nos gouvernants qui ne veulent



jamais qu'on comprenne les fondements du système de domination dont l'un des piliers est la version erronée de notre histoire politique.

Nos vampires se nourrissent grâce à nos émotions !

Aliou BAH
MoDeL

Education

Des élèves du collège Saifoulaye exige qu'on mette leur Principal dehors



Apparemment en colère, des élèves du collège public, Saifoulaye Diallo, ont fait une marche, ce mercredi, de leur établissement vers la commune de Matoto, où ils ont exprimé leurs ras-le-bol au maire Mamadouba Tos Camara.

Ces élèves tout le long du trajet ont scandé « principal zéro » !

Ces derniers décrivent une situation critique dans leur établissement, notamment l'APAE qui a grimpé de 10 000 francs guinéens vers 50 000 à 80 000 francs

guinéens, le manque de places ou le changement sans information de leurs différents enseignants. Des situations qui selon eux ont pour acteur essentiel le principal du nom de monsieur Morlaye Sanoh. A notre micro quelques

élèves se sont exprimés sur ce qu'ils vivent dans cette école :

Mariam Sangaré, élève en 10^{ème} année, explique : « notre professeur principal n'est pas du tout bon. Il est tout le temps-là en train de changer de professeur, alors que nos professeurs, ils sont très bons. » Quant à Richard Kamano, il affirme clairement leur désir : « Avant les congés, on venait matin et soir. Mais ils ont changé l'emploi, on est d'accord avec eux. Mais qu'ils nous ramènent nos professeurs qu'on a changé sans nous en informer. On n'a pas de place aussi. » Et Ibrahima Barry de renchérir : « ils n'ont qu'à enlever le principal. Il est égoïste, il est méchant. Le prix de l'APEAE c'était à 10 000 avant. Mais actuellement, c'est parti

jusqu'à 50 000 à 80 000. Il y a des élèves qui payent l'inscription jusqu'à hauteur de 150 000. Avec cela, il y a des tables bancs, mais nous sommes serrés en classe. » Après avoir écouté les plaintes de ces apprenants, Le maire de la commune de Matoto s'engage : « à prendre toutes les dispositions avec la DCE pour remonter ces informations non seulement à mon ministre, mais aussi au ministre de l'Education. » Il leur a aussi demandé de désigner 5 personnes avec lesquelles la mairie doit travailler pour régler les différents problèmes. Enfin il leur a conseillé de continuer à suivre les cours, et que lui-même ira constater les faits décrits par les élèves.

Abdou Lory Sylla

Transition

Cellou Baldé de l'UFDG partagé entre doute et déception sur certains faits et gestes du CNRD

Les acteurs politiques commencent à douter de certains actes que pose le CNRD et réclament la mise en place très rapidement du CNT et la fixation de la durée de la transition. Parmi eux figure l'ancien député uninominal de Labé, l'honorable Cellou Baldé. Interrogé hier mardi, dans l'émission "Grand débat" de la radio Gpp de Labé, l'acteur politique n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour dénoncer certains actes du CNRD.

« Les intentions et les actes qui ont été posés par le CNRD, tout au début, tout le monde, était dans l'euphorie, et tout le monde pensait que le CNT allait être mis en place depuis le mois de novembre dernier. Mais comme on dit le plus souvent, on s'observe dans ce pays, le CNRD a commencé à dérouter en partie. Il (CNRD ndlr) commence à prendre des décisions qui vont à l'encontre de ce que nous, nous attendions. C'est pour quoi, moi je peux dire

que la rencontre des partis politiques, maintenant là, ça vient à point nommé, parce que le CNRD doit comprendre que le pays nous appartient tous, la transition aussi, nous devons la partager. On ne peut pas comprendre qu'après la prise du pouvoir le 05 septembre dernier, le CNRD peut mettre à nu le combat que nous, nous avons mené. Si vous faites le constat, tous ceux qui ont lutté farouchement contre l'ancien régime ne sont pas nombreux dans le gouvernement. C'est pour quoi nous ne pouvons pas rester bras croisés, voir des gens confisquer le pouvoir, confisquer aussi la lutte que tout le monde a mené. Il (le CNRD ndlr) ne peut pas aussi venir nous proposer des assises ou bien nous proposer des durées de 3 ans ou bien de 5 ans. Nous tous nous savons c'est quoi un chronogramme pour aller à des élections libres, crédibles et transparentes », affirme le



coordinateur des fédérations de l'intérieur du pays.

Poursuivant, l'honorable Cellou Baldé n'a pas manqué de demander au CNRD de se rétracter sur certaines de ses décisions. « Dire que maintenant nous confions le travail de la CENI au ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, ça c'est une erreur monumentale de la part du CNRD. Je les appelle à se

rétracter par rapport à ça. J'ai entendu parler pour les assises nationales, je ne pense pas que la Guinée a besoin de ça, je sais que nous avons besoin par exemple de prendre une CRIEF pour lutter contre la délinquance financière, voir aussi ceux qui ont commis des crimes de sang, les tueries de l'axe Hamdallaye-Bambeto, les tueries de Labé, de N'Zerekoré ; de Labé, de Kankan. Donc ils n'ont qu'à voir comment

mettre en place une cour de justice pour juger ceux qui ont tué les Guinéens, ceux qui ont dilapidé les ressources de notre pays», renchérit Cellou Baldé. Dans la foulée, l'ancien député uninominal de Labé a dénoncé avec la dernière énergie le limogeage de la ministre de la Justice, Fatoumata Yarie Soumah, qui, selon lui, n'obéirait pas à la règle.

Mediaguinee.com

Durée de la transition

Me Mohamed Traoré en parle (opinion)

La question de la durée de la transition revient de plus en plus dans le débat. Il existe des partisans d'une transition « longue » et ceux d'une transition « courte ». Ces derniers estiment qu'une transition n'a pas vocation à durer en ce sens qu'elle est tout simplement destinée à poser les jalons d'un retour à l'ordre constitutionnel. Ils proposent une transition dont la durée ne peut excéder au maximum 18 ou 24 mois.

Quant aux partisans d'une transition « longue », ils font valoir que la situation que connaît le pays aujourd'hui trouve son origine dans l'échec de la tradition de 2010. La junte militaire au pouvoir devrait donc prendre son temps en tirant les leçons de cet échec pour éviter une transition précipitée ou bâclée. Ce qui sous-entend que celle de 2010 était précipitée ou bâclée.

La question qu'il faut se poser est de savoir en quoi la transition de 2010 a-t-elle été un échec.

Le Conseil National de Transition de l'époque était parvenu à élaborer, conformément à la lettre de mission qu'elle avait reçue, les textes nécessaires au retour à l'ordre constitutionnel. Il s'agit de loi fondamentale et du code électoral.

Sur la base de ces deux textes majeurs, il a été organisé une élection présidentielle. Malgré les contestations liées à ce scrutin, les « perdants » avaient fini par l'accepter. La Guinée avait donc un président de la République



« démocratiquement élu » pour reprendre une expression chère à certains. Le pays a connu par la suite de graves violences consécutives aux manifestations de l'opposition qui réclamait la tenue d'élections

législatives. Le chapitre de la transition était censé être clos à partir de l'organisation de l'élection qui a abouti au choix du Président de la République et la mise en place de toutes les autres institutions constitutionnelles.

Le Président Alpha Condé, déclaré vainqueur du scrutin de 2010, a obtenu un second mandat en 2015. Ce devrait être son dernier mandat selon les termes de la constitution en vertu de laquelle il avait prêté serment.

Dès lors, on doit se poser une question : s'il s'en était tenu à son serment en respectant les dispositions constitutionnelles limitant le nombre de mandats, la Guinée aura-t-elle connu la crise générée par le changement de constitution et le troisième mandat ?

La junte militaire qui a pris le pouvoir au mois de septembre 2021 justifie son acte, entre autres motifs, par le troisième mandat controversé de Alpha Condé.

En conséquence, le principal sinon l'unique responsable de la situation actuelle n'est autre que Alpha Condé lui-même. La transition de 2010 n'y a rien à voir à moins qu'on ne soutienne que l'échec de la transition s'explique par le fait qu'elle ait débouché sur l'élection de Alpha Condé et que c'est l'élection même de

ce dernier qui serait considérée comme l'échec de la transition. Ce qui serait un argument d'une grave légèreté. Alpha Condé a été élu. Bien ou mal élu, c'est là un autre débat.

Ce qui est en cause, c'est non pas son élection, mais la gestion qu'il a faite de celle-ci. C'est ce qui a plongé le pays dans une crise qui a servi de motif apparent à des militaires de s'emparer du pouvoir.

Quelle que soit la longueur d'une transition, elle ne pourra pas empêcher un homme politique qui, une fois élu à la magistrature suprême, entreprend en violation de son serment, de poser des actes contraires à la démocratie et à l'État de droit sauf s'il se trouve en face de contre-pouvoirs très efficaces. L'un des objectifs de la transition devrait donc être le renforcement des contre-pouvoirs à même d'endiguer les velléités antidémocratiques et de personnalisation du pouvoir.

Me Mohamed Traoré
Ancien Bâtonnier

Macron, Biden...

Ces silences complices qui servent la Chine et la Russie

Participants controversés lors du sommet pour la démocratie de Joe Biden, visite d'Emmanuel Macron en Arabie Saoudite... L'incohérence entre les valeurs affichées et les actes des États-Unis et de la France pourrait servir les intérêts de Pékin et de Moscou.

Les 9 et 10 décembre dernier, les États-Unis ont organisé un sommet pour la démocratie regroupant 110 pays. Un sommet virtuel, pandémie oblige, qui vient honorer une promesse de campagne du candidat Biden publiée dans une tribune au printemps 2020 par *Foreign Affairs*, revue qui, quelques années avant, avait servi de support redoutable au «/ Choc des civilisations/ » de Samuel Huntington, décrivant un monde divisé en huit civilisations.

Intérêts claniques et

hypocrisies

La liste des États invités a d'ailleurs dessiné cette carte des antagonismes civilisationnels dictés, à quelques exceptions près, par des intérêts claniques et immédiats de Washington. Ce sommet a été largement dévoyé par la présence du Brésil de Bolsonaro, de l'Inde de l'ultranationaliste Narendra Modi, de la Pologne de Jaroslaw Kaczynski et de la Hongrie de Viktor Orban, chantres de la démocratie illibérale, d'un Pakistan dominé

par des militaires qui ont la main sur la carte régionale, d'un Irak fragmenté et miné par la restauration du tribalisme et le communautarisme religieux. La République de Chine se présente désormais comme « une démocratie qui marche ». L'absence de la Tunisie de Kaïs Saïed, de la Turquie d'Erdogan et, surtout, du Liban est surprenante. En dépit de la période d'incertitude qui s'ouvre dans ces pays, la transition, certes délicate, vers un État de droit n'est pas remise en cause. L'absence de

certains pays qualifiés par des observateurs avisés d'hybrides (Jordanie, Maroc) et la présence de certains autres classés autoritaires (Philippines, RDC...) laissent supposer que les experts de la Maison-Blanche inscrivent leur démarche dans une perspective qui va au-delà de la mobilisation d'un camp d'alliés en vue de contenir l'hégémonie chinoise et les tribulations de Poutine au Moyen Orient et en Europe. Ils dessinent désormais une carte du monde qui distingue pays

compatibles et pays incompatibles avec la démocratie du point de vue américain.

Cette incohérence des États-Unis et de certains pays leaders du camp des démocraties libérales sert les intérêts chinois et russes. Les déplacements du président Emmanuel Macron, véritable VRP de l'industrie de l'armement, qui ont débouché sur la réhabilitation d'un Mohammed Ben

(Suite à la page 14)

Santé... Santé... Santé...

Pour mieux détecter Omicron, des autotests à faire dans la gorge ?

Les tests antigéniques réalisés uniquement dans le nez pourraient être moins fiables face à Omicron. Une solution consisterait à les réaliser en plus dans la gorge. Explications.



Depuis que la vague Omicron a commencé à déferler, les scientifiques s'aperçoivent que les tests antigéniques (et autotests) pourraient être moins sûrs

pour détecter ce variant. Mais avec un **prélèvement double : à la fois dans la gorge et dans le nez**, ils gagneraient en fiabilité, ainsi que le relaie le

Huffington Post.

Un virus qui « voyage » autrement dans l'organisme ?

Pour détecter le Covid-19, les tests PCR sont plus fiables. Et cela serait encore plus vrai avec le variant Omicron. Mais ces derniers sont nettement moins accessibles et bien plus longs à donner leur résultat...

Si l'on en croit une étude publiée dans la revue MedRxiv, **la zone buccale serait plus efficace que la zone nasale pour dépister Omicron**. Des tests PCR de type nasopharyngés et salivaires ont été comparés pour les deux variants (Omicron et Delta). Pour Delta, le PCR salivaire est fiable à 71% (contre 100% pour celui dans le nez), pour Omicron,

il est fiable à 100% côté salive et à 86% côté narines. Cependant, cette étude n'est pas encore relue et validée par des pairs, donc à prendre avec précaution. Des scientifiques de l'Université de médecine de Hong Kong estiment pour leur part que cette forme de virus aurait tendance à se développer dans les poumons plus tardivement que Delta. Autrement dit, **faire un test nasopharyngé trop tôt, alors que le virus n'est pas encore suffisamment présent là où on va le chercher, à savoir les voies respiratoires, serait moins efficace**.

Concrètement, comment faire le test ?

Si ces résultats préliminaires étaient

confirmés, car il ne s'agit pour l'instant que de pistes, les tests pourraient être réalisés autrement. Mais cela nécessiterait une méthode complexe : il faudrait que **l'écouvillon vienne prélever le fond de la gorge**, sans être en contact avec d'autres parois de la muqueuse, du type intérieur des joues, langue ou encore dents, et après une période 30 minutes sans rien consommer, au risque de se trouver avec un faux positif. Ensuite, en théorie toujours, il faudrait venir recueillir un échantillon nasal avec le même écouvillon. Bref, **pas simple, et pas encore confirmé**. Pour l'instant, privilégiez le PCR !

Topsante

De mauvaises habitudes qui abîment vos dents l'air de rien

Malheureusement, certaines habitudes de votre quotidien peuvent abîmer votre dentition, et ce, même sans que vous ne vous en rendiez forcément compte.

Pourquoi Omicron est-il moins dangereux que Delta ?

Des études menées sur l'animal expliquent pourquoi les hospitalisations en soins intensifs sont beaucoup moins importantes, avec moins de syndromes de détresses respiratoires aiguës, en cas d'infection par le variant Omicron.

Si le **variant Omicron** affole en raison de sa très forte transmissibilité (trois fois plus que Delta), il frappe moins durement, selon les données actuellement disponibles, en provenance d'Afrique du Sud et du Royaume-Uni notamment. Jusqu'à présent, l'explosion de la pandémie ne s'est pas traduite par une augmentation globale du nombre des morts. Bien que les cas de COVID-19 aient augmenté à travers le monde, **les hospitalisations n'ont que légèrement augmenté et Omicron semble provoquer une maladie moins grave** que les souches précédentes. Le risque d'être hospitalisé serait de 60 % à 70 % moins élevé qu'avec le variant Delta, d'après une étude menée

par l'agence sanitaire britannique UKHSA. Les médecins britanniques constatent que leurs patients Omicron ont moins souvent besoin de ventilation mécanique et que les durées de séjour à l'hôpital sont plus courtes.

« De plus en plus de nouvelles données suggèrent que le variant Omicron du coronavirus responsable du COVID-19 est à l'origine de symptômes moins sévères que les souches précédentes », a déclaré ce 4 janvier un responsable de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

« Omicron est moins dangereux, assure aussi Olivier Véran. Il provoque moins de syndromes de détresses respiratoires aiguës, les besoins en lits de réanimation sont moins importants qu'avec les variants précédents. »

Omicron ne descend pas dans les poumons. **La raison ?** D'abord, le fait qu' Omicron infecte des personnes déjà vaccinées - donc mieux protégées des formes graves - explique cette moindre sévérité.

Mais surtout, plusieurs études menées par des équipes de chercheurs montrent que **le variant Omicron se multiplie moins bien dans les cellules pulmonaires**. Autrement dit, il cause moins de dommages dans les poumons que les précédentes souches du coronavirus.

« Nous avons de plus en plus d'études qui suggèrent qu'Omicron infecte la partie haute des voies respiratoires, à la différence des autres souches, qui pouvaient provoquer de graves pneumonies », a expliqué le Dr Abdi Mahamud, à la tête d'une équipe travaillant sur la gestion de la pandémie de COVID-19 au sein de l'organisation onusienne, tout en soulignant qu'il pourrait s'agir d'une « bonne nouvelle ».

Deux études menées sur des souris et des hamsters et relayées fin décembre par The New York Times montrent que le variant Omicron s'attaque aux **voies respiratoires supérieures : le nez, la gorge et la trachée**. Contrairement aux souches initiales, Alpha ou Delta

qui infectaient également les poumons où ils pouvaient déclencher le fameux orage de cytokine, une réaction inflammatoire particulièrement forte.

Le rapport publié le 29 décembre par des scientifiques japonais et américains, montre que les animaux infectés par Omicron présentent moins de lésions pulmonaires, perdent moins de poids et risquent moins de mourir. Les expériences menées sur les hamsters - animaux habituellement gravement malades lorsqu'ils sont infectés par le coronavirus - montrent des résultats étonnants : leurs symptômes sont beaucoup plus légers qu'avec les précédentes souches de virus. « C'était surprenant, car toutes les autres variantes ont fortement infecté ces hamsters », a déclaré au NYT le Dr Michael Diamond, virologue à l'Université de Washington et co-auteur de l'étude.

Reste la question de la forte contagion

Si ces études apportent de l'espoir, elles restent à

confirmer. Par ailleurs, cela n'explique pas pourquoi Omicron est si contagieux. Sara Cherry, PhD, virologue à l'Université de Pennsylvanie, explique au NYT que cela pourrait être lié à la présence plus importante de virus dans la salive et les voies nasales.

Quoi qu'il en soit, même moins dangereux, ce variant pourrait constituer une réelle menace pour les pays dans lesquels le taux de couverture vaccinale contre le COVID-19 reste faible, a déclaré l'OMS ce mardi 4 janvier. Catherine Smallwood, une responsable des situations d'urgence à l'OMS, a expliqué que la montée en flèche des taux d'infection pourrait d'ailleurs avoir l'effet inverse. « Plus Omicron se répand, plus il se transmet et plus il se réplique, plus il est susceptible de générer un nouveau variant », a-t-elle précisé.

Sources :

· OMS

Studies Suggest Why Omicron Is Less Severe: It Spares the Lungs, New York Times, 31 décembre 2021.

Macron, Biden...

Ces silences complices qui servent la Chine et la Russie

Salmane soupçonné d'être impliqué dans l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi, ainsi que le silence complice de la France comme des États-Unis sur les exactions du maréchal Sissi en Égypte, serviront sans doute d'arguments au régime chinois qui pourra aller au-delà de la simple dénonciation des « hypocrisies occidentales » en proposant un projet alternatif visant à faire croire que le régime autoritaire chinois est une version améliorée de démocratie participative et distributive, inclusive et efficace.

Offensive idéologique de la Chine

Il faut donc prendre au sérieux la potentielle attractivité de la Chine autoritaire quand son porte-parole de la diplomatie, Zhao Lijian, accuse les Américains/ « de privatiser, de politiser, d'instrumentaliser et de transformer en arme la démocratie pour faire avancer leur agenda géopolitique ». Les livres blancs que Pékin a publiés l'été dernier, puis à la veille du sommet américain, constituent les prémisses d'une guerre d'hégémonie culturelle prolongeant la Route de la soie. La République de Chine se présente désormais comme « une démocratie qui marche », dont l'efficacité dans le secteur économique vient nourrir la tentation de certaines élites, y compris celles des vieilles démocraties confrontées, lors du krach financier de 2008 et de la pandémie du Covid-19, à une crise profonde de la démocratie représentative et à une certaine lassitude des classes moyennes vieillissantes, déclassées et tentées par le repli identitaire. La doctrine chinoise appelée la «/ moyenne aisance/ » pointe les inégalités et l'hégémonie des intérêts privés qui font que les droits à la dignité et au partage restent au niveau des principes dans les démocraties occidentales. Pour eux « la réalisation par la Chine d'une moyenne aisance constitue une base solide pour les droits de l'Homme, et adopte une perspective plus profonde et plus large de cette cause ». Les exemples les plus inquiétants de recul [de la

démocratie] se trouvent dans certains des plus grands pays du monde

Nos craintes par rapport à cette offensive idéologique sont fondées. Même les observateurs qui appréhendent la démocratie uniquement par sa dimension procédurale (élections crédibles, société civile reconnue, autonomie – même relative – de la justice, médias disposant de certaines garanties contre l'arbitraire) sans s'attarder sur les valeurs font le constat d'une certaine régression de la démocratie aux États-Unis et en Europe et d'un attrait accru et décomplexé pour le modèle autoritaire.

Dans son rapport sur l'état de la démocratie à travers le monde en 2021, l'organisation internationale IDEA souligne que plusieurs pays souffrent plus que jamais de «/ l'érosion démocratique/ ». Les exemples les plus inquiétants se trouvent dans certains des plus grands pays du monde/ : le Brésil, l'Inde, les États-Unis, ainsi que trois pays membres de l'Union européenne : la Slovaquie (qui la préside en 2021), la Hongrie et la Pologne. Cela devrait nous inciter à être plus attentif aux pays qui enregistrent des progrès dans la démocratie procédurale mais aussi à penser la démocratie comme un processus fragile, à prendre en compte la violence et l'arbitraire qui fondent les rapports de pouvoir, à assumer les tensions entre individus et communautés. Il s'agit en somme de revenir aux fondamentaux de la philosophie politique. En dépit de leur fragilité, les mécanismes de la démocratie représentative et participative restent les plus appropriés à un tel cheminement, à condition de garantir à tous les moyens matériels et l'éducation nécessaire pour assumer pleinement le statut de citoyen.

Par Mohamed Tozy
Professeur à Sciences Po
Aix-en-Provence, auteur de «
Monarchie et islam politique
au Maroc », « L'État
d'injustice au Maghreb » et «
Tisser le temps politique au
Maroc » (co-écrit avec
Béatrice Hibou).

Mbougarr Sarr, Diop, Gurna...

La fin du plafond de verre des prix littéraires ?

Du Nobel au Goncourt en passant par le Booker Prize, les écrivains africains ont franchi une étape importante en 2021. Il faut désormais poser les bases d'une véritable politique culturelle continentale.

Nous le savons tous : notre littérature comme notre économie est extravertie. Voilà pourquoi l'on doit se réjouir de cette moisson littéraire inespérée, que vient de récolter notre continent.

Célébrons en premier lieu, l'auteure du *Parlement conjugal*, la Mozambicaine Paulina Chiziane, lauréate du prix international Camões.

Cette distinction détone pour trois raisons. D'abord, le statut littéraire du Mozambique au sein du continent : excepté Mia Couto, peu de ses écrivains ont réussi à franchir la frontière francophone. Ensuite, le symbole que représente la lauréate : c'est la première fois dans l'espace lusophone qu'une femme reçoit ce prix décerné par la fondation de la bibliothèque nationale du Portugal et le ministère brésilien de la Culture. Enfin, le statut de l'écrivaine qui, à l'instar de la Cap-Verdienne Cesaria Evora, vient de ce que Pierre Michon appelle « une vie minuscule ». Paulina Chiziane n'est pas Chimamanda Ngozi Adichie ni Leonora Miano. Mais son sacre couronne l'ascension fulgurante des romancières africaines au cours de cette décennie. C'est ici l'occasion de regretter la disparition brutale d'un phare, Yvonne Vera.

Tchicaya U Tam Si aurait mérité le Nobel tout comme Ahmadou Kourouma ou Amadou Hampâté Bâ. Anomalie littéraire Le Nobel a été décerné au Tanzanien Abdulrazack Gurna. Si les cinq lauréats africains de ce graal littéraire sont arabophone – l'Égyptien Naguib Mahfouz – ou anglophones – les Sud-Africains John Maxwell Coetzee et Nadine Gordimer, le Nigérian Wole Soyinka, et Gurna –, l'Afrique francophone n'a pas démerité. La poésie de Tchicaya U Tam'si, malheureux finaliste en 1986 contre Soyinka, aurait



merité le Nobel tout comme l'œuvre romanesque de Ahmadou Kourouma ou de Amadou Hampâté Bâ. Et je ne mentionne même pas ici les Martiniquais Aimé Césaire et Édouard Glissant. Cette anomalie littéraire, qui, je l'espère, pourra être corrigée un jour, invite à l'introspection. Fort heureusement, Boris Boubacar Diop, auteur d'un beau roman métallique, *Murambi*, salué en son temps par Toni Morrison, vient d'être récompensé par le prestigieux prix Neustadt. Un an plus tôt, son compatriote et homonyme David Diop avait décroché le Booker Prize international pour *Frère d'âme*. Cette année, le Booker Prize est revenu au Sud-Africain Damon Galgut pour *The Promise*, un roman sur le passage du temps, qui met en scène la dislocation d'une famille blanche dans une Afrique du Sud post-apartheid.

Un prix Achebe ou Senghor Bien entendu, l'événement littéraire dans l'espace francophone reste l'attribution du Prix Goncourt à Mohamed Mbougarr Sarr. Et il était temps. Au cours de cette décennie, de nombreux écrivains africains ont reçu le prix Renaudot

(Kourouma, Alain Mabanckou, Tierno Monémbo, Scholastique Mukasonga) et le Goncourt des Lycéens (Leonora Miano, Ahmadou Kourouma, David Diop, Djaili Amadou Amal) mais ont toujours été des finalistes malheureux au Goncourt. Mbougarr Sarr vient de briser ce plafond de verre. Une étape est donc franchie dans la réception de la littérature francophone africaine dans l'Hexagone.

Reste à œuvrer sur le continent pour juguler notre extraversion. Tous ceux qui ont lu et rendu compte de *La Plus Secrète Mémoire des hommes* ont omis de signaler que le roman est coédité par Jimsaan au Sénégal. Ce détail interpelle. Il préfigure peut-être l'avenir de la vie littéraire sur le continent. Pour cela, il faudra poser les bases d'une véritable politique culturelle continentale... Ce sera peut-être aussi l'occasion de créer un grand prix littéraire continental qui couronne une œuvre, un parcours. Un prix, qui portera le nom d'Achebe, Senghor ou de Gordimer.

Par Boniface
Mongo-Mboussa
Critique littéraire et
essayiste

Programme des Nations Unies pour le Développement



Sélection d'une entreprise pour la maintenance (Electricité, Plomberie, Peinture et petits travaux de Maçonnerie, Plafonnage, Carrelage, Menuiserie bois/ aluminium/métallique, climatisation) des locaux de la Maison Commune.

Pour un contrat LTA de trois ans renouvelables une fois

Le PNUD/ GUINEE recherche une entreprise pour la maintenance (Electricité, Plomberie, Peinture et petits travaux de Maçonnerie, Plafonnage, Carrelage, Menuiserie bois/ aluminium/métallique, climatisation) des locaux de la Maison Commune (pour un contrat de trois ans renouvelables une fois)

Les candidats intéressés sont priés de consulter la version intégrale des termes de référence à travers le lien

https://procurement-notice.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=87071

Unique voie de soumission notre plateforme Etendering <https://etendering.partneragencies.org>

Date limite de dépôt des dossiers : 20 Janvier 2022

Programme des Nations Unies pour le Développement



Le PNUD/GUINEE RECHERCHE :

· Consultant National, Réalisateur Vidéaste

Les consultants intéressés sont priés de consulter la version intégrale de l'invitation à Soumissionner pour les spécifications à travers le lien ci-dessous :

https://procurement-notice.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=85990 (Consultant National Vidéaste) ; La date limite de dépôt des offres est pour le 12 Janvier 2022

Les dossiers de soumissions des offres doivent être envoyés uniquement par e-mail à l'adresse : **ic.offres.gn@undp.org**

« Le PNUD a une tolérance zéro pour la corruption.

Les services de recrutement et des achats du PNUD sont gratuits et aucun paiement n'est exigé pour nos services.

En cas de violation de ces principes, veuillez nous contacter par le biais de l'adresse email suivante : jedenoncelacorruption.gn@undp.org »

Mali

Les Assises de la refondation recommandent une prolongation de la transition

Entre « six mois et cinq ans » : c'est la durée de la transition préconisée jeudi soir par les Assises nationales. Une délégation conduite par Assimi Goïta doit se rendre au Ghana pour rencontrer le président en exercice de la Cedeao, Nana Akufo-Addo.

Les participants aux « Assises nationales de la refondation », présentées comme la phase finale des consultations préalables à des élections et à un retour des civils au pouvoir au Mali, ont proposé jeudi 30 décembre au soir à Bamako de prolonger l'actuelle transition de « six mois à cinq ans ». Auteurs de coups d'État successifs en août 2020 et mai 2021, les militaires s'étaient engagés sous la pression de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et d'une partie de la communauté internationale, à remettre le pouvoir aux civils après des élections présidentielle et législatives initialement programmées en février 2022.

Menace de nouvelles sanctions de la Cedeao

Mais la junte, dirigée par le colonel Assimi Goïta, avait finalement fait savoir à la Cedeao être dans l'incapacité de respecter le calendrier convenu et avait

chargé les Assises nationales d'élaborer un calendrier électoral. La Cedeao a réitéré mi-décembre son exigence d'élections le 27 février devant aboutir à la restitution du pouvoir aux civils et menacé la junte de nouvelles sanctions si les délais n'étaient pas tenus.

« Les participants se sont prononcés pour la prorogation de la transition afin de pouvoir réaliser les réformes institutionnelles structurantes et permettre des élections crédibles, équitables et transparentes. Les délais avancés varient de six mois à cinq ans », indique un document lu à l'issue des Assises, en présence du colonel Goïta. « Conformément aux recommandations des Assises nationales, le gouvernement mettra en place un chronogramme visant à assurer à un retour constitutionnel apaisé et sécurisé », a déclaré le président de la transition, lors de la cérémonie de clôture des consultations, qui ont

démarré le 11 décembre dans différents cercles et communes du pays.

Assimi Goïta invite la Cedeao à « accompagner davantage le Mali (...) en soutenant l'organisation prochaine des élections »

« C'est donc l'occasion et le lieu de rassurer le peuple malien sur notre engagement et notre détermination quant à la mise en œuvre des résolutions issues de ces Assises souveraines », a poursuivi Assimi Goïta. Il a invité la Cedeao à « accompagner davantage le Mali dans la réalisation d'actions en soutenant l'organisation prochaine des élections ».

Par ailleurs, un membre de l'entourage du colonel Goïta a déclaré jeudi à l'AFP qu'une délégation malienne « se rendra vendredi à Accra pour remettre au président en exercice de la Cedeao, le président ghanéen Nana Akufo-Addo, un document sur le délai de la transition, le chronogramme pour l'organisation des élections ». Le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, et Zeïny Moulaye, président des Assises nationales, feront partie de la délégation, selon la même source.

« Manœuvre dilatoire »

Présentées par les autorités comme un moment crucial de la transition ouverte depuis le putsch de 2020, ces Assises ont été boycottées par de nombreuses organisations maliennes. Elles étaient supposées accoucher de recommandations en vue de réformes destinées à remédier aux maux du pays pris dans la tourmente depuis le déclenchement d'insurrections indépendantiste et jihadiste en 2012.

Le Mali a déjà connu de telles consultations nationales par le passé, et elles sont parfois jugées vaines. C'est l'un des griefs des organisations qui ont décidé de ne pas y prendre part, tout en demandant la tenue rapide d'élections.

Le 11 décembre, le Cadre d'échange, réunion de plusieurs partis et regroupements de partis, a jugé dans un communiqué que ces Assises n'étaient qu'une « manœuvre dilatoire » destinée à prolonger la transition, de la part d'un gouvernement « sans repère, ni boussole ». Un jour auparavant, d'autres acteurs importants, réunis au sein d'un Cadre stratégique permanent (CSP), avaient eux aussi prévenu que les conclusions des consultations ne les engageraient « nullement ».

Les participants aux Assises ont également recommandé de « développer de nouveaux partenariats militaires avec des puissances militaires » et de « dissoudre toutes les milices et les intégrer dans l'armée malienne », indique le rapport final.

De fortes tensions opposent la junte à la France, ancienne puissance coloniale qui a décidé récemment de réorganiser son dispositif au Sahel, et notamment au Mali, destiné à combattre les groupes jihadistes qui opèrent dans la région. Bamako a récemment démenti tout déploiement sur son territoire de mercenaires du sulfureux groupe paramilitaire russe Wagner, dénoncé par une quinzaine de puissances occidentales impliquées dans la lutte antidjihadiste au Sahel.

JA

GUINEE CONAKRY
1XBET

**PARIS
SPORTIFS
EN LIGNE**

NUMERO VERT
625 66 66 66

Jouons responsable

GUINEE CONAKRY
1XBET

**PARIS SPORTIFS
EN LIGNE**

NUMERO VERT
625 66 66 66

Jouons responsable